

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 20 • 15 MAI 2020 • CHF 3.-

**Un abri de jour  
en temps de Covid  
à Renens**

page 3



**Au Mexique, les cartels  
de la drogue se déguisent  
en ONG**

page 5



**Le vélo profite  
du déconfinement  
en France**

page 6

## Précarité au grand jour

**SUISSE • La crise sanitaire et sociale a mis en lumière des populations dites «invisibles» et en grande difficulté. La Caravane de solidarité et Table suisse sont en première ligne pour défendre la vie des personnes démunies.**

Depuis quelques semaines, l'association genevoise la Caravane de solidarité distribue hebdomadairement des sacs indispensables à la survie quotidienne des plus démunis et de leurs familles. Ils contiennent des denrées alimentaires essentielles, riz, pâtes, huile, deux boîtes de sauce tomate et des produits d'hygiène courants pour une valeur de 20 francs. Le samedi 2 mai, ils étaient encore 2200 à se presser aux Vernets pour se procurer leur viatique. Fondatrice en 2015 de l'association, qui avait pour but d'aider les migrants dans les Balkans, Silvana Mastromatteo est engagée dans l'action sociale depuis des années. «J'ai été au lancement en 1997 de la Maison Kultura, centre d'accompagnement et de soutien associatif. A l'époque, il nous arrivait de prêter la cuisine à des personnes sans statut légal, qui avaient perdu leur emploi, pour leur permettre de gagner un petit appoint», explique la militante. Elle rappelle qu'au fil des ans, Genève a connu des vagues de communautés latino-américaines. «Des Colombien.ne.s sont venus en Suisse après le tremblement de terre de 1998, puis des Equatorien.ne.s, des Péruvien.ne.s et finalement des Bolivien.ne.s et des ressortissant.e.s d'Amérique centrale». L'enquête conduite sur le site de la patinoire le 2 mai par les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) et MSF a montré que les personnes migrantes sans statut légal représentaient 52% des participants, mais nombre de répondants avaient un statut accordant le droit à l'aide sociale (citoyens suisse: 3.4%, résidents avec titre de séjour: 28.3%, requérants d'asile: 4.3%).

### Histoire d'une solidarité

Mais quel a été le déclic de cette action d'entraide? «Rapidement, vers la fin mars, des migrant.e.s, qui ne recevaient plus de salaire de la part de leur employeur, nous ont alertés de leur manque de ressources. Nous avons décidé de mettre en place une première distribution de 120 colis de vivres qui contenaient même des produits frais de l'union maraîchère et de Biscotte à Vinzel (VD) le 4 avril dans la rue, puis ensuite aux Vernets, du fait que la plupart des associations d'entraide avaient fermé leurs locaux, ne maintenant qu'une permanence téléphonique», précise Silvana Mastromatteo. Depuis cette date, d'autres partenaires se sont joints à cette initiative privée. «Le 24 avril, la Ville de Genève s'est investie, en assurant la coordination de la distribution. L'Etat a promis de débloquer des fonds. Aujourd'hui, 35% de notre réserve de denrées provient de la Fondation Partage – Banque Alimentaire Genevoise, le reste de dons privés. Nous pouvons même compter sur des sapeurs-pompiers volontaires pour maintenir la distance sociale nécessaire.»

La Caravane de solidarité prévoit de continuer ses distributions jusqu'au 6 juin. «Dans le cas où il y aurait une deuxième vague de Covid-19 en septembre, nous nous remettrions à la tâche», assure Silvana Mastromatteo. «Nous avons appris que les employeurs – notamment dans les missions diplomatiques – rappelaient leurs salarié.e.s. Ce qui est plutôt bon signe. La plupart de ces migrant.e.s sans statut légal ne veulent recourir à aucune aide sociale, qui pourrait compromettre un processus de régularisation, mais ils-elles sont la plupart très résilients et vont sans doute quitter le dispositif. En revanche,



on peut craindre une augmentation de personnes titulaires d'un permis F ou N relevant de l'asile, ou même de permis B travaillant dans la restauration ou dans des secteurs touchés par la crise économique», relève notre interlocutrice. Et pour l'avenir? «Mon but reste bien évidemment une régularisation collective des sans-papiers, si utiles à l'économie ou la réactivation de l'opération Papyrus (qui avait permis la régularisation en 2018 de 2390 personnes à Genève suivant des critères stricts, ndlr), explique, à titre personnel, Silvana Mastromatteo.

### Augmentation de la demande

La situation d'urgence de plus démunis est aussi préoccupante dans le canton de Vaud selon Baptiste Marmier, responsable suisse romand de l'association Table suisse. L'organisation a été créée en 2001 pour récupérer auprès de la grande distribution ou des grossistes des aliments excédentaires redistribués ensuite à 510 institutions sociales dans toute la Suisse, hors Genève, comme les épiceries Caritas, la Fédération vaudoise des Cartons du Cœur ou des associations locales comme l'Etape à Vevey. «Nous ne bénéficions d'aucune subvention publique dans notre travail. Notre activité dépend uniquement de dons privés», rappelle le responsable. «Depuis le début de la crise, nous avons enregistré une augmentation des volumes de nourriture distribuée, mais nous avons quand même pu y faire face et tenir sur la longueur, en maintenant une qualité irréprochable. Pour nous, il est important de pouvoir livrer des produits frais de meilleur qualité nutritionnelle que les seules pâtes à ceux et celles qui en ont besoin, même si cela exige une plus forte logistique, notamment en transports frigorifiés», souligne encore le responsable.

Depuis le début de la crise, Baptiste Marmier constate une augmentation des usagers sur les

points de distribution d'aliments dans le canton de Vaud et notamment à Vevey. D'autant plus ce que certaines structures d'aide – notamment dans le Chablais ou le Valais ont été fermées, forçant les usagers à rallier les structures encore ouvertes comme sur la Riviera. «Avec la crise du Covid-19, nous avons vu aussi apparaître de nouveaux publics et profils. Outre les personnes à petit salaire, qui ont vu leur revenu amputer de 20% au chômage, nous avons aussi des personnes sans-papiers, qui n'ont plus d'entrée de revenu. Pour finir, il y a des personnes qui ont des problèmes temporaires liés au retard de leur versement de leurs pensions de l'AI ou du RI.»

Baptiste Marmier ne s'attend pas à une amélioration rapide de la situation, malgré le déconfinement progressif de l'économie. «On devrait enregistrer une demande élevée pendant pas mal de temps, du fait que les personnes ne sont pas sûres de retrouver tout de suite un emploi, notamment dans le secteur du travail au noir». Revenant sur les images choquantes des files d'indigents à Genève, il considère que cette soudaine visibilité a permis de faire apparaître la vérité de cette pauvreté invisible. «En Suisse, les statistiques officielles font état de 700'000 personnes en situation de pauvreté. En 2018, ce seuil de pauvreté se situait en moyenne à 2293 francs par mois pour une personne seule et à 3968 francs par mois pour un ménage avec deux adultes et deux enfants. Je suppose qu'en temps normal, les 2000 personnes qui sont passées aux Vernets recevaient une aide des Colis du cœur, mais comme cette structure n'opérait plus de distribution physique pendant un certain temps, les bénéficiaires se sont soudainement retrouvés mis en lumière à l'occasion de la distribution collective de la Caravane de solidarité». ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

### Un vrai plan pour l'emploi, vite

L'après Covid-19 s'annonce périlleux pour l'emploi, à entendre les brutales annonces de restructurations. A Genève, XPO Logistics a ainsi décidé de résilier les contrats pour la trentaine d'employés de sa succursale à Satigny. Son motif: la fin de la commande avec son unique client cet été. La semaine dernière, la société TESA Technology basée à Renens a annoncé une restructuration visant à supprimer 62 emplois sur 282, soit plus d'un poste sur quatre. De surcroît, Unia considère que le plan social et le délai de consultation sont insuffisants. Au Tessin, selon le site du Forum Alternativo, les agences de travail temporaire licencient à tour de bras comme le montre l'exemple de l'entreprise Agie de Losone. Les agences préfèrent des mises à pied afin d'éviter de payer les cotisations de sécurité sociale et d'assurance qui, dans un régime de chômage partiel, sont versées par l'entreprise.

Outre l'industrie et l'horlogerie, des secteurs comme la restauration, l'hôtellerie, l'aviation ou la vente sont déjà en mauvaise posture avec une hécatombe d'emplois à la clé. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont un rôle déterminant à jouer. Récemment, l'USS rappelait que les 26 cantons disposaient ensemble d'une fortune nette cumulée de 35 milliards de francs. Même si des crédits de crise sont débloqués – à l'instar du Canton de Vaud mettant 400 millions sur la table –, ces mesures paraissent «cosmétiques» pour la fédération syndicale. Elle demande un supplément de moyens de la part des cantons pour palier le «choc de la demande» après celui de l'offre durant la pandémie, quitte à s'endetter. Du fait des taux négatifs et du faible endettement public suisse en comparaison européenne, les risques sont modérés.

Retarder la mise en place d'un vrai plan pour l'emploi pour stimuler l'économie et éviter la pauvreté n'est pas tenable. Il faut agir maintenant pour éviter une détérioration du marché du travail sur des mois, voire des années. D'où la nécessité vitale de déployer des moyens conséquents pour favoriser le passage d'un système de chômage partiel à une préservation des places de travail et en faire un objectif commun et unique.

Joël Depommier

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

## Journal du coronavirus

Lundi 4.5.20, 23°

TdG. La pauvreté devient visible à Genève, lors de la distribution de denrées alimentaires aux Vernets. Des personnes travaillant au noir, contribuant au bien-être du pays, mais abandonnées. J'ai honte.

Regarde *Les Misérables* de Robert Hossein, 1982, Lino Ventura dans le rôle de Jean Valjean crève l'écran. Les nantis et les misérables, l'injustice à tous les niveaux, le baigne pour une pomme volée, les pauvres surexploités. On a fait des progrès, mais il reste encore tant de misérables dans le monde... Je replace un classeur sur le rayon du haut, dans le corridor, dois repousser les autres, qui tombent! Certains s'abîment, mais un seul a le mécanisme tordu, c'est celui du 1er Salon du livre, 1987, année de création de ma maison d'édition. Je peignais des poèmes au verso des affiches, qui étaient placés à 10 endroits dans la Ville par la SGA, grâce au peintre Luc Joly. «Echelle de livres / jusqu'à la lune», «Qu'est-ce qu'un livre? L'écriture / à plate couture».

Je lis l'article du *Courrier* consacré à Jean Richard, qui va prendre sa retraite. Les Ed. d'En Bas publient 20 livres par an, ils sont 3, je suis seule et j'en fais presque autant...

Balade. Les champs de colza ont perdu leur or.

TJs. «Appel du 4 mai», pétition de 53'000 signatures pour un après différent.

Mardi 5.5.20, 20°

Journée mondiale de l'hygiène des mains, ça tombe bien.

F-Inter, intervention de Fabrice Luchini. Il apprend et présente une fable de La Fontaine tous les 3 jours sur Instagram.

Réunis à Berne, dans une salle immense, les député.e.s ont retrouvé leurs mauvaises habitudes de politique politicienne.

Je raccourcis ma chronique.

Courrier: une enveloppe épaisse de la régie contient 10 masques, sympa...

TJm. La dessinatrice Albertine a reçu le prestigieux prix Andersen. Je possède d'elle un dessin original, qu'elle m'avait offert aux Journées littéraires de Soleure 2018.

France, pour le déconfinement des écoles, 63 pages de directives sanitaires!

Vais à la poste, un recueil pour Paris coûte 7 fr., la France exige le tarif prioritaire. Dans le pré du haut, deux veaux qui viennent de naître.

Jardinage.

C dans l'air: l'Occident accuse, la Chine se braque. Une centaine d'entreprises françaises ont rapatrié leur usine de Chine en France.

Je trie les porte-revues, tombe sur les témoignages après la mort de mon frère, le 15.9.71. Il avait 17 ans... et sur les horribles critiques inventées par l'ignoble Lucas sur mon premier roman.

Mercredi 6.5.20, 21°

Rendez-vous chez un nouveau coiffeur. Il porte un masque, m'en remet un, je lui explique ce que je désire, le résultat me convient. Je garde le masque pour aller acheter le Canard, puis un cube de vin «Fuego» à la Coop, ça va me booster!

Ma femme de ménage m'aide à remettre les classeurs en place, elle a

peur de les recevoir sur la tête!

Bernard vient prendre ses exemplaires. Rosé sur la terrasse, il me montre un projet poèmes-photos, qu'il me laisse.

On a remis des moutons dans le pré en face de notre immeuble.

Arte: *Diplomatie* de Volker Schlöndorff, avec Niels Arestrup en von Choltitz, André Dussollier joue Raoul Nordling, l'ambassadeur de Suède, qui, dans la nuit du 24 au 25 août 1944, tente de convaincre le général von Choltitz de ne pas faire sauter Paris. Haletant.

Jeudi 7.5.20, 24°

TdG: l'annonce du site des Ed. des Sables a paru dans le Guide, p. 10, avec mention de 2 de mes auteur.e.s, je les en informe. Plusieurs messages de félicitations.

Lessive 60°.

VGE, 94 ans, accusé de harcèlement sexuel par une journaliste allemande, il lui aurait mis la main aux fesses à plusieurs reprises lors d'une interview en 2018. Sacrée santé! Que faisait-il quand il était encore vert?

USA. Certain.e.s malades du diabète ne peuvent pas se payer leur dose d'insuline, 10 fois plus chère qu'au Canada. A l'origine, une découverte canadienne, vendue bon marché aux USA, afin que le médicament soit à la portée de tous. Salauds de pharmas capitalistes!

TdG. GE: intervention musclée de la police contre des manifestants #4m2, Al s'inquiète pour la liberté de la presse.

Le miel coule à flots, après 40 jours de beau temps. Le bio en forte hausse.

F2, *Erreur de la banque en votre faveur*, 2009, avec Gérard Lanvin, Jean-Pierre Darroussin. Jubilaire, la victoire des petits sur les gros, encore plus quand elle a lieu dans le milieu bancaire. Cela me met d'excellente humeur.

C dans l'air: la France coupée en deux. J'arrache les mauvaises herbes de la terrasse.

TJs. Journaux en danger, -30 à 60% de pub, mais davantage de lecteurs.

Chouettes commentaires sur mon journal GH.

2,5 kilos. C'est le poids que les Français ont pris depuis le 17 mars, selon un sondage IFOP, en raison de la baisse d'activité et du grignotage. Je me pèse tous les matins, calcule les calories, fais de l'exercice: je ne veux pas grossir.

Vendredi 8.5.20, 25°

Anniversaire des 75 ans de la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945. Les commémorations prévues en Russie et en Allemagne sont annulées.

Dans les pays du Tiers Monde, il y a 80% de travail au noir, 20% dans les pays occidentaux.

TdG. L'efficacité des masques chinois mise en cause. Certains sont trop petits pour les nez occidentaux.

Photo insolite d'Antonio Hodggers et de Christian Dupessey, maire d'Anemasse, des deux côtés de la frontière de la Pierre-à-Bochet, pour discuter de la réouverture.

La Bibliothèque nationale rouvre, mais sans pouvoir fêter ses 125 ans.

Il y a eu + 4% d'enfants maltraités en 2019. Pour les femmes comme pour les enfants, l'endroit le plus dangereux est le foyer. Les contes nous le disent depuis des millénaires: Cendrillon, Le Petit Poucet, Peau d'Ane, Blanche-Neige...

Je reprends mon scooter, que je gare sur la promenade du Pin, afin de visi-

ter la Vieille-Ville déserte avant la reprise. Rue Etienne-Dumont, les boutiques et les bistrotts sont fermés, place du Bourg-de-Four, terrasse vide, rue de l'Hôtel-de-Ville sans piétons. Aux canons, j'avise le vélo fleuri d'Anouk, je sonne aux Archives. Nous descendons, discutons du confinement, de l'action 4m2, à laquelle elle a participé. Elle va garder mon journal du c. pour les archives. Je vais sur la Treille, il y a des gens autour des tables, des vélos appuyés, la place Neuve est vide. Aux Bastions, il n'y a personne autour des jeux d'échecs. Mais des parents, des enfants, des poussettes, des gens assis sur l'herbe. Je continue à prendre des photos de ce monde étrange.

Mon rosier orange a plus de 100 fleurs. C dans l'air: Covid: l'échec de Boris Johnson? 30'000 morts, le taux le plus haut d'Europe. Manque de masques, blouses, etc. Erosion depuis les années Thatcher, 70-80.

TJs. Les ventes de plexiglas explosent (parois et visières).

Samedi 9.5.20, 26°

Premières fraises des bois dans mon jardin.

TdG. Une page consacrée à Philippe Constantin, «Robinson» des Bains des Pâquis, fermés. Il y séjourne, les oiseaux sont plus tranquilles.

Confinés, les Romands ont été hyperactifs, tous âges confondus.

Serions-nous dans le «Transperce-neige» imaginé par Jean-Marc Rochette, le train aux 1001 wagons qui ne s'arrête jamais?

Le prix prestigieux Swiss Press Award 2020, catégorie texte, a été remis à Arnaud Robert pour ses reportages sur «La révolution des toilettes». 2 mds de personnes n'y ont pas accès.

10h: Josiane s'attaque au lierre, je sors le coupe-haie et commence par l'extérieur. C'est lourd et fatigant. Je nettoie la fontaine, la remplis... et ça marche! Pizza et rosé. Nous nous demandons s'il valait la peine de profiter pour sauver quelques milliers de personnes, même si je suis concernée en tant que personne à risque.

J'ai horriblement mal aux reins, prends un Dafalgan.

Dimanche 10.5.20, 23°

Fête des mères en Suisse

Première fleur du seringat qui sent si bon.

Pour me fêter, je cueille une rose et la mets dans un vase.

Pollux s'installe sur le fauteuil du bureau et n'en bouge plus.

1ère page du w-e: le dessin d'Herrmann en grand sur le crowdfunding mis sur pied depuis 2 mois pour aider 5000 PME. L'humain capable du meilleur comme du pire.

Courriels. Je reçois un excellent manuscrit d'un Français qui habite Lille.

Repas: tranche de bœuf charolais, pâtes fraîches aux chanterelles, Champagne.

WhatsApp avec mon fils et mes petits-enfants, bonheur.

C politique. Nicolas Hulot. Le temps est venu de renverser la table.

TJs. Suisse: la sexualité sous coronavirus, plutôt moins active. On a vendu 2 fois plus de sex toys.

Fête des mères: ruée sur les fleuristes. Des choses à se faire pardonner?

Huguette Junod

## Et à part le coronavirus?

## OPINION • J'ai décidé de prendre un risque: ne pas écrire sur le coronavirus.

Personnellement, j'en ai marre d'entendre les médias nous en parler tous les jours, comme d'une sorte de compétition morbide au nombre de cas et nombre de morts, alors que la seule course qui se joue, c'est celle à l'audimat.

Parlons plutôt de la dette publique. M. Broulis, Conseiller d'Etat vaudois en charge des finances, nous a sorti l'immanquable mantra de la droite libérale sur la dette qui allait étouffer les générations futures. S'endetter, c'est mal. Rembourser la dette, c'est bien. Et augmenter la dette pour relancer son économie n'est pas une solution, il vaut mieux compter sur le marché privé. Omnipotent et omniscient, il saura récompenser les méritants et châtier les paresseux. Amen.

## Utilité de la dette

Sauf que par hasard totalement fortuit, les libéraux «oublient» de mentionner qu'une dette n'est pas creusée sans contrepartie. On ne s'endette pas pour rien. On s'endette pour acheter quelque chose. Et à ce titre, il est stupide de ne pas considérer le patrimoine public que la dette a permis d'acheter. Lorsqu'une famille s'endette pour acheter une maison, on va considérer qu'elle est endettée mais également qu'elle a un bien immobilier, c'est logique. Et si les parents lèguent à leurs enfants une dette inférieure à la valeur de la maison, ils leur lèguent en réalité un patrimoine. Demandez à n'importe quelle famille qui s'est endettée pour acheter une maison il y a trente ans si elle regrette sa dette.

Il en va de même pour l'Etat. Investir dans des écoles, des hôpitaux, des routes et

autres structures publiques revient à créer un patrimoine. Pas «uniquement» à s'endetter. Sans EPFL et sans Université, le canton de Vaud n'aurait pas connu la croissance qui est la sienne. Pourtant, à l'époque, nul doute que de nombreuses personnes rechignaient à l'idée de telles dépenses d'investissement.

La question qu'il faut se poser, c'est: préférons-nous un Etat sans dette et sans infrastructures, ou un Etat endetté avec des infrastructures performantes et suffisantes?

A titre de comparaison, la dette de la France était proche de 200% de son PIB en 1945. Elle est descendue à 30% dans les années 50. En taxant les riches, en utilisant l'inflation et en négociant avec les banques, et non en coupant dans les dépenses publiques. Avec pour résultat les Trente Glorieuses. L'investissement public est une des manières de sortir la tête de l'eau, si on a le courage politique d'ensuite aller affronter les prêtres du libre-marché.

Rappelons cet élément juste au cas où une crise venait à frapper l'Europe et la Suisse.

Des solutions existent mais elles nécessitent de s'affranchir du carcan néolibéral de nos élites, et d'oser créer, pour la première fois depuis la social-démocratie, un rapport de force avec les entreprises. A écouter les propos du Conseiller d'Etat neuchâtelois à la tête du Département de l'économie et de l'action sociale, M. Karakash, sur les dividendes aux entreprises, on se doute de ce qui va se passer. ■

Nicolas Turtschi,  
militant du POP Neuchâtel

## Elèves en souffrance

## VAUD • Une maîtresse de Renens témoigne sur l'enseignement pratiqué dans le canton lors des deux mois de confinement.

Face à l'urgence sanitaire, il a fallu adapter l'enseignement même si l'attachement à une scolarité traditionnelle est difficile à bouleverser. Du côté des adultes, impréparation et manque d'anticipation ont été au rendez-vous. Entre les problèmes informatiques, les directives qui ont tardé, les libertés prises face à la préservation des données personnelles (zoom et whatsapp), ils ont dû s'adapter au mieux selon leur compétence et leur disponibilité. La toute récente suppression des examens de certificat en est un exemple. Tout le temps passé à les préparer aurait pu être consacré à la recherche d'une place d'apprentissage notamment. Au final, ceux qui ont le plus souffert de la situation, ce sont les élèves.

## Des élèves en difficulté

Il y a les cas les plus difficiles, pour qui l'arrêt de l'école n'a pas du tout été vécu comme des semi-vacances, mais comme l'augmentation des carences familiales, déjà difficiles à vivre en temps normal. La bouffée d'air que représente l'école leur fait cruellement défaut. Et pour certains, les prises en charge par des structures d'accueil ont été reportées.

Il y a aussi toutes ces situations auxquelles on ne pense que lorsqu'on y est confronté: l'intrusion d'une caméra dans la sphère privée qui gêne, la difficulté de partager le seul ordinateur familial avec les frères et sœurs, le peu d'ergonomie du smartphone et les difficultés financières qui

empêchent de gaspiller encre et papier. Le confinement, c'est l'amplification des phénomènes que l'on retrouvait déjà en classe, mais sur lesquels on pouvait parfois agir, alors qu'à distance cela devient très difficile.

Les élèves démissionnaires disparaissent plus ou moins des radars et plongent dans les mauvaises habitudes – addictions diverses, horaires chaotiques. De leur côté, les élèves en grandes difficultés scolaires utilisent l'écran comme un bouclier pendant que leurs lacunes augmentent. Pour finir, les élèves sans assistance adulte sont moins bien épaulés dans leur recherche d'une place d'apprentissage, par exemple. Pour une minorité d'élèves, le confinement est une chance.

## Augmentation des inégalités

Certains ont pu bénéficier d'un enseignement individualisé. D'autres ont profité de la maison d'un espace au calme alors qu'en classe, leur attention est parfois déviée ailleurs. Finalement, les plus réfractaires à la rigidité des horaires, ont saisi cette chance d'organiser leur journée et de gagner en autonomie. Il est certain que le confinement a augmenté les inégalités sociales. Espérons tout de même que cela sera bénéfique à certains pour gagner en maturité. Et que pour les autres, l'école saura mettre les moyens nécessaires pour les aider à rattraper ces longues semaines qui vont marquer à n'en pas douter leur scolarité. ■

Fourmi rouge

Gauchebo a besoin de votre soutien!  
CCP 12-9325-6

# Renens: un abri de jour en temps de Covid

**VAUD** • La crise du Covid-19 a mis en lumière la profonde inégalité économique qui traverse la Suisse. Les longues files d'attentes pour obtenir un peu de nourriture à Genève ont marqué les esprits. A Renens, la municipalité a pris les devants.

Les mesures de confinement prises par le Conseil fédéral pour faire face au Covid-19 n'ont pas seulement impacté la vie de nombreuses familles, elles ont également compliqué le travail de terrain mené par les associations locales. Les difficultés rencontrées par les classes populaires en sont renforcées. Dans l'Ouest lausannois, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 16% depuis le début du confinement. «J'ai reçu une vingtaine d'appels de personnes cherchant de l'aide afin de payer leur loyer», confie Karine Clerc, conseillère municipale POP dans la commune de Renens. Avec son confrère, le syndic socialiste Jean-François Clément, ils sont à l'origine du projet d'abri de jour et de cantine gratuite qui a ouvert dans l'église Saint-François dans le respect des normes de protection sanitaires.

Prévu au départ pour les sans-abri, l'espace d'accueil est fréquenté par une population diversifiée. Au-delà du passage pour un repas gratuit, certains viennent également pour le contact social, denrée parfois rare et précieuse en temps de confinement. En tout, une vingtaine de bénévoles, aidés de civilistes, se relaient au cours de la journée pour servir les repas fournis par l'association Mère Sofia.

Pour l'instant, ce lieu d'accueil permet de répondre aux besoins les plus pressants des personnes touchées par les difficultés économiques. Mais Jean-François Clément n'exclut pas un «effet retard» sur le moyen terme, notamment lorsque les économies des personnes sans salaire auront été épuisées. Pour y faire face, le fonctionnement de notre économie doit être, selon lui, repensé: «Il faut espérer que nous ressortirons de la crise avec un nouveau contrat social, notamment en repensant les rémunérations de métiers indispensables et peu valorisés, dans les soins, la construction, la restauration par exemple», annonce-t-il dans le 24 Heures du 6 mai.

Ce projet mené à bien à l'initiative des deux municipaux intervient dans un contexte où le



Renens a mis en place un abri de jour et de cantine gratuite à l'église Saint-François dans le respect des normes de protection sanitaires.

travail est difficile: «Du jour au lendemain, nous avons dû cesser nos activités courantes. Informer, sensibiliser, protéger. Avoir un discours, cohérent, suivre les informations du canton et de la confédération», dit Karine Clerc dans le journal de la Fourmi Rouge de mai. Au-delà de ce projet concret d'abri de jour, c'est tout le tra-

vail de la municipalité qui a dû être réinventé. «Une crise telle que celle-ci, ce sont des enjeux humains avant tout. On n'est pas tous dans le même bateau, car on n'a pas tous les mêmes ressources, la même résistance au stress. Il fallait donc à la fois imaginer des réponses collectives, et des ajustements individuels. Atteindre tout le

monde, organiser l'accueil de jour, les manifestations, les activités de l'administration, se coordonner avec le personnel et les partenaires», ajoute-t-elle. Et l'on voit que même dans des conditions difficiles, il est possible pour de bons projets solidaires de se matérialiser. ■

Paris Kyritsis

## Le Grand Conseil vaudois se penche sur l'action du gouvernement

L'action du Conseil d'Etat a fait ce mardi d'une première évaluation par trois commissions du parlement. Il n'en est ressorti à ce stade ni dysfonctionnements ni critiques politiques majeurs. Un «rapport exhaustif» de la part du Conseil d'Etat pour relater la manière dont il a géré la crise du Covid-19 est prévu qu'à l'automne. Lors de la session, les chefs de groupe ont eu un temps pour parler. Pour le groupe Ensemble à Gauche et POP, Vincent Keller en a profité pour saluer le travail du secteur sanitaire pendant la crise et pique les velléités de la droite de privatisation des Hôpitaux universitaires, celle-ci demandait en septembre 2018 «une gouvernance moderne pour le CHUV». «Le groupe politique à l'origine de cette initiative devrait quittance son erreur et retirer son initiative», a expliqué l'écu, ajoutant qu'il ne «fallait pas casser le CHUV. Bien au contraire! Il faut l'ancrer dans la constitution; c'est ce que nous proposerons prochainement.» Il a aussi plaidé pour une revalorisation des conditions salariales des 10'000 collaborateurs du vaisseau amiral. Pour financer cette mesure, le député a conseillé au Grand argentier, Pascal Broulis de trouver de nouvelles recettes. «Les grosses fortunes qui ont profité du système pendant des décennies doivent maintenant passer à la caisse. Nous le disons depuis des décennies, peut-être que cela finira par entrer», a-t-il asséné. Pour finir, il est revenu sur la mortalité des seniors dans les EMS. «Sur les plus de 350 décès COVID dans ce canton, 250 l'ont été dans un EMS. C'est plus de 70%. C'est énorme. Malgré la hotline mise en place par l'Etat, malgré le pool de coordination, malgré les demandes de renforts satisfaites par les élèves infirmiers, les civilistes et l'armée, malgré tout ces efforts, la situation reste difficile. Cela, il faudra en analyser très sérieusement la cause», a-t-il rappelé. ■

Réd.

L'entier de l'intervention peut être consulté sur [www.popvaud.ch](http://www.popvaud.ch)

## Les RHT en question

**SUISSE** • Le Conseil des Etats a refusé le 6 mai l'interdiction du versement de dividendes aux entreprises d'une certaine taille ayant bénéficié de RHT.

Cette décision ne sert que les grandes sociétés, car en Suisse plus de 99% des entreprises sont des PME, et une écrasante majorité sont même des micro-entreprises, lesquelles ne versent pas de dividendes. Pour celles qui en payeraient, il aurait fallu, en cas d'acceptation, demander le remboursement des dividendes déjà versés en 2020 et bloquer la distribution en 2021. C'est oublier que nombre de ces sociétés ont déjà procédé à des rachats massifs d'actions, en s'endettant, le cas échéant, à des taux proches de 0%, et cela au profit des actionnaires. Par exemple, la Baloise Assurances a lancé un programme de rachat d'actions d'avril 2017 jusqu'en mars 2020. Elle a ainsi racheté 3 millions d'actions nominatives et restitué 481 millions de francs aux actionnaires. Pour Nestlé, c'est 2 fois 20 milliards de rachats d'actions!

### Crise sanitaire et économique

Les entreprises qui procèdent de la sorte détruisent de la valeur et se privent de liquidités, lesquelles pourraient bien évidemment servir en cas de crise, au seul profit des actionnaires, puisque cette opération augmente à la fois le cours de l'action et mécaniquement le dividende. Pour les autres, les petites entreprises, elles vont subir de plein fouet la crise

économique qui suivra la crise sanitaire et les licenciements seront inévitables. Encore une fois, le Parlement protège les grandes sociétés qui ne se gêneront pas de licencier également le temps venu.

### Les «riches maigrissent, les pauvres meurent»

Certains parlementaires ont défendu le point de vue qu'il était préférable de bénéficier des RHT plutôt que de licencier immédiatement. Cela ne changera rien en finalité, car en sortie de crise, c'est le carnet de commande qui déterminera la force de travail nécessaire. Face à la récession, voire la dépression à laquelle la Suisse va devoir faire face, il aurait été judicieux de mettre en place des mesures qui impliquent également les grandes entreprises, car celles-ci – contrairement aux petites – sont moins fragiles en cas de turbulences. Un proverbe chinois dit «quand les riches maigrissent, les pauvres meurent».

En n'interdisant pas le versement de dividendes, l'histoire retiendra que de nombreuses personnes auront finalement perdu leur travail, alors que l'Etat soutenait les entreprises qui les employaient et leur permettait de faire des profits. ■

Patrick Savile,

Membre de la section POP-Vaud

## Nouveau match entre les défenseurs du climat et le Crédit Suisse

Après l'acquiescement des douze militant.e.s de Lausanne Action Climat, qui avaient joué au tennis dans une succursale du Crédit Suisse (voir *Gauchebo* 2 et 3.20), avait été lancée la plateforme [discreditsuisse.ch](http://discreditsuisse.ch). Cette dernière pointe, de manière «factuelle et sourcée», les investissements de celle qu'ils qualifient de «banque fossile». (*Gauchebo* 6.20). Voici que CS contre-attaque. Plutôt que de s'ouvrir à un débat constructif sur ses investissements, la banque a envoyé ses avocats qui ont enjoint par mail le propriétaire du site à «supprimer le contenu et désactiver la zone de ce nom de domaine: [discreditsuisse.ch](http://discreditsuisse.ch)».

Pour eux, «il s'agit d'une URL (adresse web) diffamant la marque et le nom de (leur) client (Credit Suisse Group AG)». De leur côté, des militant.e.s répondent que si «les propos du site pouvaient être considérés un tant soit peu diffamatoires», cela ferait longtemps que leurs avocats les auraient rappelés à l'ordre. Ils considèrent donc ce courriel comme une tentative d'intimidation «contraire aux principes de dialogue et de démocratie» qu'ils promeuvent. De plus, ils ont décidé de rendre le coup en prévenant que «si le Crédit Suisse continue cette pression indigne», ils achèteront les noms de domaines [discreditSuisse\\_xxx.ch](http://discreditSuisse_xxx.ch) (001,002,...) qui pointeront sur ces pages.

Ils proposent d'ores et déjà à quiconque de participer au prix de 8,87 francs l'an pour couvrir les frais du site. Selon notre humoriste national Thomas Wiesel, qui répand la nouvelle, on compte déjà parmi les signataires Jacques Dubochet, Prix Nobel de Chimie, l'ancien conseiller d'Etat, Philippe Biéler, ou Wiesel lui-même. Mardi, soir l'opération comptait 1149 inscriptions. La force de l'argent contre celle des gens. Encore un sacré match qui s'annonce. ■

Jorge Simao

# Aux frontières du complot

**DÉCRYPTAGE** • Alors que les théories du «complot» fleurissent sur les réseaux, leur traitement est souvent réducteur. L'absence d'une analyse en profondeur, afin d'en pointer les faiblesses, pourrait s'avérer contre-productive.

Samedi dernier, le 19h30 rapportait des manifestations de quelques centaines de personnes à Berne, Saint-Gall et Zurich contre les restrictions imposées par la Confédération pour freiner la pandémie. Qui étaient-elles, ces personnes? «Beaucoup de complotistes, beaucoup de patriotes, beaucoup d'extrêmes en tous genres», à en croire le journaliste de la RTS présent sur place. Que dénonçaient-elles? Que nous sommes privés de nos libertés et que «l'Etat nous ment», nous apprend une courte séance de micro-trottoir. Alors qu'un manifestant affirme que la crise du coronavirus n'existe pas, qu'il s'agit «d'un grand mensonge», on aperçoit un message à l'arrière-plan sur une pancarte: «Bill Gates noch? Zwangsimpfung? JD2020 – JD Chip Für Menschen? Nein danke », soit «Encore Bill Gates? Vaccination forcée? ID2020 – Des puces ID pour les humains? Non merci». Celui qui la porte veut lancer l'alerte, mais à quel propos?

## Scénario de film fantastique

Pour de nombreux internautes, dont nous avons consulté les publications, un complot est en marche. Le fondateur et ex-PDG de la compagnie Microsoft, aurait pactisé, via sa fondation Bill et Melinda Gates (BMG), avec la plupart des gouvernements de la planète pour orchestrer et mettre en scène une pandémie dont «les médias» auraient la charge d'aggraver l'importance. Pris par cette peur exagérée, nous accepterions alors l'injection d'un vaccin associé à une micro-puce (ou un «tatouage quantique»), développée à travers l'Alliance ID2020, qui nous rendrait identifiables, traçables, voir même manipulables à distance par l'intermédiaire de la 5G. Certains internautes suspectent également ce potentiel vaccin de contenir des substances nocives visant, dans une approche digne du malthusianisme, à réduire la population mondiale.

Un telle histoire, digne d'un scénario de science-fiction, prête souvent à sourire, parfois à la moquerie ou à la colère sur les réseaux. Toutefois, comme les films dont elle s'inspire, elle constitue une occasion de réfléchir sur les éléments technologiques de surveillance qui nous entourent.

## Connectivité en question

Il y a d'abord la 5e génération des standards technologiques pour les réseaux cellulaires ou 5G, dont la volonté de mise en place avait soulevé de vives critiques quant aux risques possibles liées aux rayonnements électromagnétiques notamment (voir GH 19.19), ainsi que plusieurs manifestations, dont une en septembre dernier à Berne ayant rassemblé des milliers de personnes (Euronews). Concrètement si la première génération a permis le téléphone portable, la seconde les SMS, la 3e l'internet portable et la 4e un plus grand débit de données, pourquoi aurions-nous besoin d'une 5e génération? Celle-ci voit le jour pour permettre le développement de nouveaux outils, ceux de la domotique, ou objets (inter)connectés. Elle nous ouvre les portes d'un monde



Des conspirationnistes partent en guerre contre Bill Gates, en l'accusant des pires desseins dans la crise du Covid-19.

Kuhlmann / MSC

dans lequel votre frigo sachant que vous manquez de beurre en informe un site d'achat pour qu'il en prépare la livraison. Votre réveil se programme à partir de votre agenda électronique, lui-même alimenté par vos mails. Ceci pour vous rappeler le rendez-vous chez un médecin alors que votre montre connectée a alerté sur l'état élevé de votre tension.

## Certains internautes suspectent également ce potentiel vaccin de contenir des substances nocives.

Notons que le confort de ce «meilleur des mondes» résulte d'un traçage des individus et de leurs comportements périlleux. Ainsi, si ces données venaient à être centralisées et agencées, elles pourraient permettre à votre assureur, désormais informé de votre surconsommation de beurre et de votre hypertension, de vous refuser le remboursement de vos consultations. Pour que ces données puissent être ainsi utilisées, il faut pouvoir vous identifier pour les relier à vous et nul autre. Or, si régulièrement les différents sites (mail, réseaux sociaux, etc.) vous réclament un numéro de téléphone, pour «renforcer votre sécurité», c'est que celui-ci garantit fortement qu'il s'agit bien de vous. D'ailleurs, c'est ce qu'indique l'acronyme SIM de la puce de votre «téléphone intelligent» ou module d'identité d'abonné (Subscriber Identity Module). Malgré la forte capacité de ce système en matière d'identification, et d'ailleurs également de géolocalisation par les autorités, il comporte encore quelques failles dont la possibilité de se procurer des numéros, reliés à de fausses identités, sur le marché noir. Ce qui nous amène à d'autres puces.

Ainsi, les passeports suisses délivrés depuis mars 2010 comportent, dans leur couverture, une puce électronique contenant vos données, biométriques notamment. Selon l'Office fédéral de la police, il est «impossible (de la) trafiquer sans que cela se remarque» et les données qu'elle contient sont cryptées, ce qui rendrait impossible a priori toute falsification.

## Passeports problématiques

Bien que de nombreux. ses terrien. nes possèdent déjà un profil d'identité numérique à travers ces technologies, 1,1 milliard en aurait encore besoin. C'est en tout cas ce que pense «l'Alliance» ID2020 pour une «bonne» identité numérique. Ce partenariat qui se veut public-privé, dont le sommet 2018 a été sponsorisé par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), compte 5 membres fondateurs. Selon sa page web, il y a d'abord Accenture, une société mondiale de conseil en gestion et de services, Gavi, une «alliance vaccinale» rassemblant les secteurs public et privé dans le but commun «de créer un accès égal aux vaccins (...) pour les enfants vivant dans les pays les plus pauvres du monde», la Fondation Rockefeller, qui cherche «à améliorer le bien-être de l'humanité dans le monde». Mais aussi IDEO, une société internationale qui conçoit «des produits, des services et des expériences afin d'améliorer la vie des personnes dans les communautés pauvres et vulnérables», et enfin Microsoft. L'objectif de ce partenariat est de développer une «approche holistique, basée sur le marché et qui répond à toute l'étendue et l'échelle du défi» qu'est la définition de «la

trajectoire future de l'identification numérique». Selon ID2020, une personne sur sept n'a pas les moyens de prouver son identité. Or, selon cette «alliance», l'identification numérique leurs «offrirait un accès à des services essentiels», leur permettrait d'exercer des droits civiques et de participer à «l'économie moderne».

Certains «complotistes» spéculent que lorsqu'un vaccin sera trouvé contre le Covid-19, nous n'aurons d'autre choix que de l'accepter puisqu'il sera accompagné d'un marquage relié à une identité numérique nous permettant de nous déplacer, d'accéder à des services, de voter ou faire nos achats. Selon eux, il s'agira de «tatouages quantiques», une injection de matériaux phosphorescents lisibles à l'aide d'un dispositif. Or, la Fondation Bill et Melinda Gates finance une recherche en la matière. Elle mène ainsi actuellement des enquêtes d'opinion au Kenya, au Malawi et au Bangladesh, selon LCI, «pour déterminer si les populations seront prêtes à adopter ces microscopiques (marques) quantiques ou préféreront en rester aux vieilles cartes de vaccination.»

## Besoin d'explications

Or, aucun élément sérieux ne permet de relier Bill Gates à ce virus ou à un vaccin caché et encore moins de l'imaginer dans une salle obscure réunissant les puissants du monde pour réduire en esclavage la population mondiale ou la réduire tout court par un marquage sous-cutané ou la 5G.

Bien que les manifestants de samedi aient représenté un danger en ne respectant pas les mesures de sécurité sanitaire, bien que leur lecture assemble une constellation d'intérêts et de technologies en un scénario simpliste souvent appuyé de nationalisme, et bien qu'elle puisse faire sourire, se moquer ou s'énerver, les éléments qui composent leur rejet sont sources d'inquiétudes. La période récente a montré que dans certaines situations, le besoin de sécurité (sanitaire) pouvait prendre le pas sur la démocratie, si ce n'est en la suspendant, du moins en la ralentissant.

## Aucun élément sérieux ne permet de relier Bill Gates à ce virus ou à un vaccin caché.

D'une part, la façon dont ces opinions sont parfois traitées dans les médias traditionnels, que sont la radio, la télévision ou la presse papier, soit par un ignorant mépris, semble nourrir une défiance de la part des adeptes, «patriotes» ou non de ces théories, qui se tournent d'autant plus vers les réseaux sociaux et le complotisme de la fachsphère. D'autre part, il existe un risque que des amalgames soient établis. Ainsi, demain, la critique d'une technologie de fichage ou d'une application de traçage pourra être jetée avec l'eau du bain dans les «égouts infréquentables du complot» où l'on trouve des «extrêmes en tous genres». Reste à savoir, avec le philosophe et économiste John Stuart Mill, si le meilleur moyen de troquer l'erreur contre la vérité ne serait pas de pouvoir l'exprimer et de s'entendre expliquer en quoi elle est erronée. ■

Jorge Simao

# Les cartels se déguisent en ONG

**MEXIQUE** • Face à l'urgence sociale due au Covid-19, l'industrie de la drogue multiplie les actions d'assistance. Pour gagner en popularité et affirmer son emprise sur les populations.

La photo montre une femme âgée dans une rue de Guadalajara (Etat du Jalisco), au Mexique, assise sur le trottoir. Les bras tendus, elle regarde avec un sourire reconnaissant une jeune fille qui, la moitié du visage recouverte d'un masque, lui donne une boîte en carton contenant, entre autres, du riz, des haricots (...)

## Propagande des narcos

Le masque et la boîte montrent la silhouette de Joaquín El Chapo Guzmán, qui purge une peine de prison à vie aux Etats-Unis depuis juillet 2019. Avant sa deuxième incarcération..., il dirigeait la plus puissante organisation criminelle dédiée au trafic de drogue dans le pays et probablement au monde: le cartel de la Sinaloa (...)

Cependant, le cartel de la Sinaloa n'est pas le premier ni le seul à avoir profité de l'urgence sociale provoquée par le Covid-19 pour faire de la propagande. Sans grand souci d'esthétisme, montrant des fusils d'assaut et des armes longues, mais avec le visage couvert de mouchoirs et de masques de ski, un groupe de tueurs à gages du Cartel du Golfe (qui opère dans le nord-est de Tamaulipas) a fait une tournée des quartiers pauvres de Ciudad Victoria (la capitale de l'Etat) au début de ce mois, distribuant des boîtes de provisions sur lesquelles on pouvait lire clairement «Cartel del Golfo» et la référence au «Señor 46 Vaquero» (Evaristo Cruz, un des chefs du cartel). Comme Ciudad Victoria est le territoire de Los Zetas, la présence de ce cartel n'est comprise que comme une revendication territoriale.

## Aide gouvernementale conditionnée

Gloria Reza, journaliste d'investigation de l'hebdomadaire *Proceso*, qui a



Durant le Covid-19, les narcotrafiquants comme le cartel de la Sinaloa profitent de l'urgence sociale pour faire de la propagande.

Twitter

analysé les distributions de «garde-manger» à Jalisco... déclare: «L'aide que le gouvernement apporte arrive en retard. À Jalisco, les activités ont cessé le 14 mars (...). Les trafiquants de drogue ont commencé à distribuer des denrées alimentaires au début de ce mois, tandis que le gouvernement de Jalisco a commencé le 20 mars», a-t-elle déclaré. Elle souligne également que cette aide est inégale et sectorielle: «Il est un fait que l'aide que le gouvernement entend donner ne parvient pas à tout le monde et n'est pas pour tout le monde. Actuellement, Jalisco accorde des prêts personnels de 5000

pesos (environ 185 euros), mais vous devez remplir certaines conditions, comme être âgé de 65 ans au maximum. Je connais plusieurs avocats qui ont dépassé cet âge, les tribunaux sont fermés et ils n'ont pas de revenus. L'un d'entre eux m'a dit que puisqu'il n'a pas droit à l'aide du gouvernement, sa seule option est de demander un garde-manger aux narcos. Malgré le fait que le cartel de la Sinaloa les ait devancés, le gouvernement de Jalisco a lancé le projet Jalisco sans faim, avec lequel il entend, par le biais de garde-manger et de soupes populaires, aider 400'000 personnes dans tout l'Etat.»

Cependant, Reza est sceptique et commente que ce plan «implique des hommes d'affaires qui sont pour la plupart des amis du gouverneur». Il ne sera pas suffisant pour combler le fossé social qui causera le Covid-19: «Le gouvernement fédéral répète que l'aide ne viendra que par le biais de programmes gouvernementaux et a même avancé un soutien de 2550 pesos (94 euros). Cet argent n'aide pas beaucoup, en particulier pour les personnes âgées malades. Les médicaments ne sont pas bon marché et, par exemple, s'ils souffrent de diabète ou d'hypertension, ils perdent ce sou-

tien en achetant deux boîtes de médicaments.

## Humanitarisme de façade

Il est courant que les trafiquants de drogue se vantent de leur «charité» lorsqu'une catastrophe naturelle se produit et qu'il y a une sorte d'urgence humanitaire. Ils le font aussi pour s'attirer la sympathie de la population d'un territoire et obtenir son soutien, surtout si l'on considère que les guerres internes de l'industrie de la drogue sont particulièrement sanglantes, avec des centaines de citoyens innocents morts (...).

La crise sanitaire liée aux coronavirus, comme certaines catastrophes naturelles, a pris les gouvernements au dépourvu. Le Mexique est en proie à l'urgence sociale, et c'est dans ces circonstances que les cartels savent le mieux jouer: profiter de la confusion, tirer avantage de la désorganisation et du chaos. Exerçant la violence la plus brutale, et financés par une entreprise qui génère des milliards de dollars de profits chaque année, ce sont eux qui, en de nombreuses occasions, maintiennent l'ordre dans certains territoires.

Ils usurpent les fonctions de base de l'Etat lorsque celui-ci ne peut être présent physiquement ou administrativement. Mais les frontières dans le domaine des stupéfiants sont floues et les conflits entre cartels sont constants. Aujourd'hui, une femme âgée de Jalisco reçoit un «garde-manger» contenant de la nourriture et des articles d'hygiène; demain, cette même femme âgée pourrait tomber sous les balles dans un affrontement territorial entre organisations rivales. ■

Alberto Mesas

Paru dans *El salto*.

# L'avenir sombre des travailleurs de Gênes

**ITALIE** • Chez les métallurgistes comme chez les dockers de cette ville italienne, après avoir obtenu des mesures de sécurité contre le Covid-19, on se prépare à affronter les attaques du patronat, qui pratique le chantage social. Reportage.

Angela, la cinquantaine, femme de ménage depuis trente ans dans le réseau des Ferhotel, établissements dédiés aux cheminots italiens lors de leurs déplacements professionnels, ne travaille plus depuis le 3 avril. «C'est un désastre», dit-elle, masque sur le visage, assise sur un muret devant sa maison dans la banlieue de Gênes. Avec son mari, petit entrepreneur du bâtiment sans travail depuis le début de la pandémie, qui ne touche que 600 euros par mois de la caisse de prévoyance, et son chômage technique de 800 euros, ils ne s'en sortent plus. Avec un loyer de 450 euros, leurs deux filles contraintes à étudier en ligne, ce qui a nécessité l'achat d'un deuxième ordinateur et un nouvel abonnement pour une connexion permanente à Internet, faire bouillir la marmite relève de l'exploit. «Nous avons essayé de faire des économies. Alors, je fais le pain à la maison et on se passe de viande et de poisson», relève-t-elle, en ajoutant: «mais c'est difficile. Les rayons dans les supermarchés les moins chers sont très vite dévalisés».

Angela est pourtant plus le genre courageuse que plaintive. Si elle veut bien comprendre le chômage technique, une chose lui reste en travers de la gorge: les services de l'Etat sont si déficients qu'elle ne percevra son indemnité qu'à la mi-juin, soit avec 45 jours de

retard. Il faut donc puiser dans les maigres économies.

## Usines fermées et contrats précaires

Alors que l'Italie est entrée dans la phase 2 et se «déconfiner», l'avenir social et économique est sombre. Dès le début de la crise sanitaire, un certain nombre de fédérations syndicales ont tiré le signal d'alarme face aux prétentions du patronat qui ne voulait pas fermer les usines. «Nous, les métallurgistes, avons été les seuls à nous mettre en grève pour que les entreprises s'arrêtent afin de lutter contre la propagation du virus», rappelle opportunément Bruno Manganaro, secrétaire général pour le bassin génois du syndicat des métaux (Fiom-CGIL). Echo identique sur le port où, rentabilité oblige, les secteurs d'activité ont été fragmentés. «Au moment de l'apparition du virus, il n'y a pas eu de comportements sécuritaires identiques suivant les opérateurs, alors que les travailleurs se croisent en permanence», souligne Ricky Rufino, ouvrier lui-même, délégué Filt-CGIL et animateur du Comité autonome des travailleurs portuaires.

Il s'agissait de faire entendre la question de la sécurité des salariés alors que la Confindustria (le Medef italien) lançait une campagne médiatique visant à faire pression sur le gouvernement afin que de nombreux secteurs considérés

comme non essentiels le deviennent. Seule la grève a permis d'imposer les mesures de sécurité nécessaires comme la distanciation sociale dans les locaux, la réorganisation des quarts de travail, l'utilisation des réfectoires... Ce qui n'empêche pas Alberto Dal Poz, président de Federmeccanica (Fédération syndicale des industries de la métallurgie), affiliée à la Confindustria, de soutenir que «personne n'a pensé à rouvrir ou à garder les installations ouvertes sans un contrôle strict de toutes les normes de sécurité».

## Au risque du chômage technique

En Italie, la métallurgie représente 8% du PIB et emploie 1,6 million de personnes. Elle pèse pour plus de 45% des 475 milliards d'exportations totales du pays. «Nous devons maintenant affronter un autre risque, pointe le dirigeant local de la Fiom. Les patrons disent que maintenant ils ne veulent plus de négociations nationales, mais usine par usine. On s'attend à ce qu'ils annoncent des restructurations avec des baisses d'effectifs, voire des fermetures d'usine, et généralisent les contrats précaires. Pendant ce temps, ils en profitent pour utiliser le chômage technique, que l'Etat paye, tout en appauvrissant un peu plus les salariés, qui ne touchent en réalité que 60% de leur salaire habituel.» Entre 1,5 et 2 millions de personnes seraient ainsi en chômage technique.

Le tsunami ne sera pas qu'italien. Les 1000 salariés d'ArcelorMittal de Gênes sont ainsi très inquiets. La semaine dernière, le géant mondial de l'acier a annoncé la fermeture probable des deux hauts-fourneaux de Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, qui alimentaient notamment l'usine de Gênes. Les métallurgistes sont également très attentifs à ce qui va se passer dans le secteur automobile en Allemagne qui utilise des pièces fabriquées dans la péninsule. «Le Covid-19 est une grande occasion pour le patronat de restructurer le travail, de fusionner des sociétés et d'organiser des faillites», met en garde Bruno Manganaro. «Les patrons font du chantage et brandissent la menace du chômage technique, dénonce Ricky Rufino. Ils profitent de l'interdiction des larges rassemblements et des manifestations ainsi que des craintes des salariés qui ont peur de perdre leur travail pour imposer la casse des statuts et une plus grande pénibilité du travail».

Angela, la femme de ménage, ferme les yeux, comme pour tenter d'imaginer autre chose. Elle triture nerveusement ses mains, regarde droit devant elle et lâche: «J'ai peur que les Ferhotel ferment définitivement leurs portes. On peut mourir du coronavirus mais on peut aussi crever de faim.» ■

Pierre Barbancey

Paru dans *L'Humanité*

# Le vélo profite du déconfinement

**FRANCE** • Plus de 1000 kilomètres de pistes cyclables ont été réalisés en urgence ces dernières semaines dans les agglomérations. Même les périphériques cèdent du bitume au biclou.

Combien, parmi nous, enfourcheront une bicyclette ou enfiletront des baskets, cette semaine, à l'heure de repartir (physiquement) au travail, plutôt que de grimper dans une voiture ou de courir après le bus? L'histoire seule le dira évidemment, mais, à coup sûr, le chiffre sera plus élevé qu'il y a deux mois.

## Des pistes cyclables installées au pied levé

Outil idéal pour réaliser un parcours de moyenne distance – 10 kilomètres environ, soit 60% des déplacements quotidiens – en temps optimal, tout en respectant une distanciation physique salvatrice en ces heures de pandémie, la bicyclette, à laquelle les grèves de décembre avaient déjà fait de la place sur l'asphalte, tire une fois de plus son épingle du jeu. Mais, cette fois, il n'en va pas seulement de l'initiative personnelle. Alors que les autorités redoutent plus que tout un retour en masse des usagers dans les bus, les trains ou les métros, mais aussi de la pollution atmosphérique et des embouteillages, les collectivités ont cette fois pris le biclou par les cornes, en mettant tout en œuvre pour lui faciliter la route.

Département moteur en la matière, le Val-de-Marne prévoit ainsi 40 nouveaux kilomètres de pistes cyclables, dont 20 kilomètres seront ouverts dès ce lundi. La Seine-Saint-Denis a embrayé sur cette dyna-



Le vélo est le véhicule idéal pour réaliser un parcours de moyenne distance – 10 kilomètres environ, soit 60% des déplacements quotidiens.

Vivepat

mique, de même que Paris ou encore Lyon, Nice, Rennes ou Nantes.

Au total, plus de 1000 kilomètres de pistes cyclables ont été réalisés, au

pied levé, ces toutes dernières semaines, et ce n'est pas fini, estime Pierre Serne, président du Club des villes et territoires cyclables (CVTC),

dans un entretien accordé ce week-end à *Ouest-France*. L'urbanisme, que l'on ne disait transformable que sur un temps long, semble s'être fermement assoupli avec la crise sanitaire. Poussées par l'urgence, les villes ont emprunté aux stratégies d'urbanisme tactique pour installer rapidement à peu de frais des pistes cyclables temporaires que beaucoup espèrent – au moins en partie – transitoires vers un avenir propice à la pédale. Le mouvement ne s'en tient d'ailleurs pas qu'aux grandes agglomérations: il a également gagné des zones plus rurales ou des villes moyennes, poursuit Pierre Serne dans le même entretien. «Nous avons des demandes (d'aides et de conseil) d'intercommunalités en Vendée ou encore en Mayenne», illustre le président du CVTC. Les rues, enfin, ne sont pas les seules investies: territoire

jusque-là sacré du moteur, les routes sont elles aussi mises à contribution.

## Les cas de Montpellier et Lille

A Montpellier, un des périphériques de la ville vient ainsi de céder deux voies sur quatre au vélo sur un tronçon de 15 kilomètres. Longtemps mauvaise élève en la matière, la ville, sous la pression citoyenne, a cette fois été la première de l'Hexagone à dégainier sa peinture jaune et ses bitoniaux en plastique pour installer des marquages provisoires. Inspirée par l'exemple de Bogota, entre autres, où les autorités ont réussi à mettre en place 22 kilomètres de piste cyclable en une nuit pour répondre aux enjeux de mobilité pendant la crise sanitaire, Vélocité avait saisi la balle au bond. «Nous avons proposé au maire un schéma de déplacement dont il a retenu plusieurs points», explique Nicolas Le Moigne, qui espère que l'initiative laissera des traces. A Bogota toujours, «ils ont réalisé 117 kilomètres de pistes provisoires au total, dont 45 vont rester définitivement, poursuit le cycliste. On peut espérer que cette dynamique imprévue nous fasse gagner du temps ici aussi, et atteindre plus vite les objectifs de hausse de la part modale du vélo».

La chance qu'elle s'accélère et s'incruste dans le bitume est évidemment plus forte là où elle s'était enclenchée en amont de la crise. «Toutes les installations que nous avons réalisées à Lille ont été tirées d'un projet que nous prévoyions de développer durant la prochaine mandature», explique Jacques Richir, adjoint au maire en charge de l'espace public. Depuis 2011, l'agglomération travaille à un nouveau plan de déplacement afin de faciliter ses entrées au vélo et de désengorger son centre encombré de voitures. «Depuis un mois, nous avons extrait de ce plan tout ce qui pouvait être réalisable rapidement.» Quinze kilomètres «stratégiques» ont au total été aménagés pour un montant de 100'000 euros. ■

Marie-Noëlle Bertrand

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

## Genève pense au vélo

Genève veut aller de l'avant en mobilité douce. Le département des infrastructures (DI) de Serge Dal Busco projette de faciliter le déplacement en petite reine après le déconfinement. «En collaboration avec la Ville et les services de M. Pagani, nous allons mettre en place rapidement des axes cyclables stratégiques provisoires dans le centre, ainsi que des aménagements en faveur des piétons», confirme Roland Godel, porte-parole du DI. Des tronçons aux Tranchées, mais aussi autour de la gare et de la plaine de Plainpalais seront réservés aux cyclistes. «J'ai aussi vu qu'on passait des coups de peinture dans le quartier de Florissant», note Olivier Gurtner, vice-président de l'association Pro-vélo Genève. «Ces travaux de marquage sont des

aménagements temporaires urgents avec une durée légale de 60 jours et non soumis à recours (car autrement il y aurait de forts risques que des recours viennent d'emblée tout bloquer). Ils peuvent être renouvelés», explique Roland Godel. «Nous nous réjouissons des mesures et attendons de voir ce que cela donne, mais il serait souhaitable que cette opération dure plus que deux mois comme prévu actuellement. Nous voudrions aussi que la sécurité soit mieux assurée, en fixant des délimitations physiques entre trafic automobile et vélos. Selon toutes les enquêtes, la peur du danger reste le principal facteur de renonciation à cette forme de mobilité douce, qui est pourtant une des mieux à même pour favoriser la distanciation sociale», conclut-il. JDr

# Le monde d'après est un brutal recul

**INDE** • Dans une volonté d'attirer les investisseurs européens et américains, plusieurs Etats sabordent le droit du travail. A coups de «mesures barbares» dénoncées par la Centrale des syndicats, la course au moins-disant social est lancée.

Laboratoire de la haine confessionnelle, l'Uttar Pradesh est désormais la petite officine de la casse sociale en Inde. L'Etat septentrional, dirigé par le moine extrémiste hindou Yogi Adityanath, a décidé de suspendre, le 6 mai dernier et pour trois ans, trente-cinq lois de protection des travailleurs au prétexte de relancer l'économie et de ne pas laisser au bord de la route les migrants qui ont quitté New Delhi à l'annonce du confinement. Selon le ministre du Travail de l'Etat, Swami Prasad Maurya, seules quatre dispositions législatives devraient survivre au capitalisme autoritaire qui se dessine dans un pays où les ouvriers des petites usines n'ont déjà pas de contrat de travail et où les inspections sont rares: l'une sur le BTP, deux autres

sur les accidents du travail et le paiement régulier des salaires et la dernière sur le travail forcé. Les lois relatives au paiement des primes et au versement des prévoyances deviennent toutefois caduques. Il en va de même pour les lois relatives aux syndicats et au règlement des conflits dans l'entreprise, les contrats de travail, la santé et la sécurité.

## Des «conditions esclavagistes»

L'opposition n'a pas tardé à réagir: «Détruire la main-d'œuvre revient à détruire la croissance économique. L'agenda diabolique du BJP (Parti du peuple indien au pouvoir – NDLR) doit être combattu et vaincu pour sauver l'Inde», s'est indigné le secrétaire général du Parti communiste d'Inde-marxiste (CPI-M), Sitaram Yechury.

Dans un même mouvement, la Centrale des syndicats indiens (Citu) a dénoncé «des mesures barbares qui visent à imposer des conditions esclavagistes aux travailleurs qui créent réellement la richesse du pays brutalement pillée par les capitalistes et les grandes entreprises».

## Surexploitation

Le Madhya Pradesh et le Gujarat, également dirigés par le BJP, et le Rajasthan, où le Congrès a la majorité, ont pris des dispositions similaires, dont certaines devront passer par le niveau fédéral avant validation. Les syndicats s'inquiètent déjà de voir une majorité d'Etats s'engager dans cette course au moins-disant social afin de ne pas faire fuir les investisseurs. Le Madhya Pradesh a ainsi fait

passer le temps travail journalier de huit à douze heures sans augmentation de salaire. Grâce à un assouplissement de la loi sur le travail contractuel, les entreprises locales auront la possibilité d'embaucher et de licencier «à leur convenance» mille jours durant. Enfin, les entreprises ne sont plus tenues de respecter les normes de sécurité industrielle et les nouveaux ateliers seront exemptés des règles basiques d'accès aux toilettes ou de congés payés. Mieux, ils n'auront plus besoin d'informer le ministre du Travail en cas d'accident.

## Profiter de la défiance envers la Chine

Cette vague antisociale précède les desiderata du patronat. Vendredi dernier, lors d'une réunion au minis-

tère du Travail, la Confédération de l'industrie indienne a demandé que les salariés qui ne regagneraient pas leur poste faute de mesure de sécurité ou de la poursuite du confinement soient sanctionnés. Le ministre de tutelle a simplement indiqué travailler à de nouvelles dispositions législatives. Derrière cette attaque contre le droit du travail, une bataille du capital indien contre les capitaux européens et américains qui ont suspendu leurs commandes du jour au lendemain du fait de la crise du Covid-19. Le patronat indien se veut à l'initiative afin de faire revenir les investisseurs, voire d'en attirer de nouveaux à la faveur de la défiance qui touche désormais la Chine. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

# Survivre à la Shoah

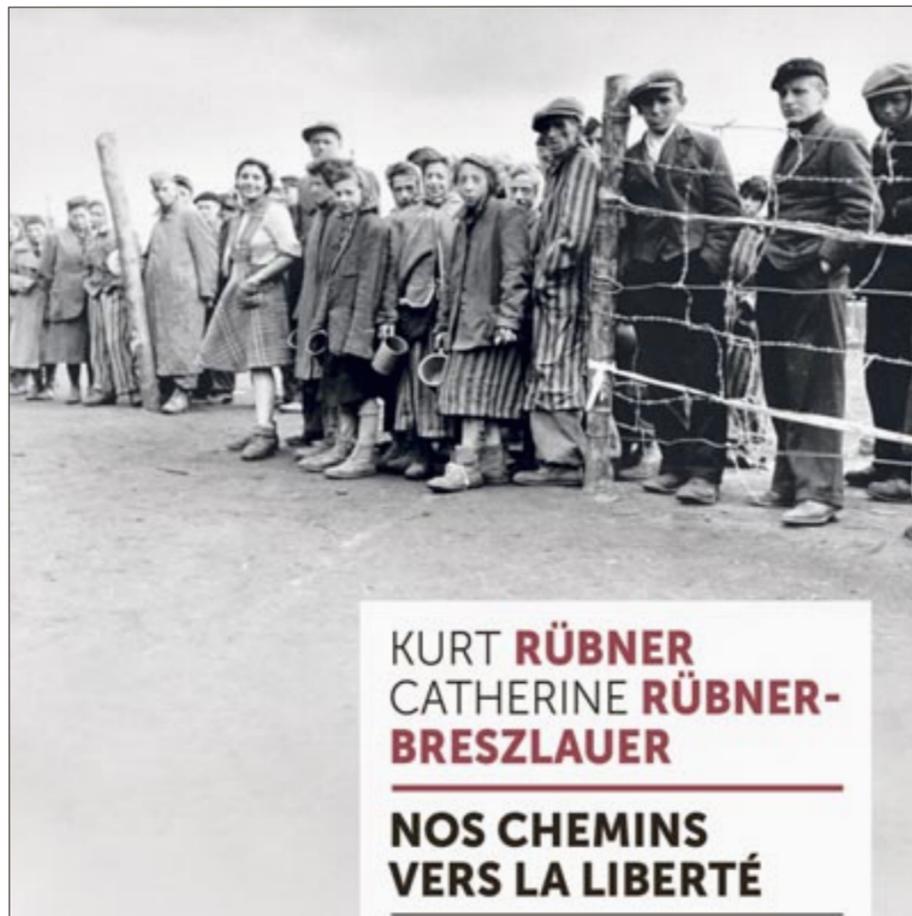
**LIVRE • Le récit à deux voix de Kurt et Catherine Rübner-Breszlauer est un bouleversant témoignage de rescapés du génocide nazi.**

Le chiffre brut des victimes de l'Holocauste (3 ou 6 millions, le nombre est discuté) ne doit pas faire oublier que, derrière chacune de ces personnes innocentes, il y avait un homme, une femme, un enfant, qui avait eu une vie antérieure, des amitiés, des amours, des joies et des peines. C'est pourquoi les récits des rares rescapés sont si importants. Kurt et Catherine Rübner-Breszlauer se sont mariés à Genève en 1951. Ils ont ensuite vécu dans le Jura bernois, où ils ont fondé une famille. C'est à la demande de leurs enfants qu'ils ont rédigé leurs mémoires. Kurt est décédé en 2005, et c'est son épouse qui a achevé son texte. La Préface courte et claire de l'historien Marc Perrenoud pose le contexte du génocide en Pologne et en Hongrie, où il est survenu tardivement dans ce dernier pays, en 1944, alors que l'Allemagne nazie allait déjà de défaite en défaite.

## Face à l'antisémitisme: le récit de Kurt

La famille de Kurt vivait à Bielsko-Biala, en Pologne, près de la frontière tchécoslovaque. Elle appartenait à la petite bourgeoisie juive. Son père, commerçant en céréales, était sioniste. Ses parents fréquentaient la synagogue et respectaient les fêtes juives. Kurt, né en 1926, a connu une enfance et une adolescence «normales», cependant ancrées dans le cadre de la communauté hébraïque: école primaire juive, jardin d'enfants juif, camps de vacances juifs. Il se rappelle n'avoir eu aucun contact avec les Polonais catholiques de son âge. Il a senti l'antisémitisme grandissant. En 1939, alors que la progression de la Wehrmacht est foudroyante, une grande partie de la communauté juive fuit Bielsko-Biala en direction de l'est. Le récit de cet épisode rappelle ceux de la débâcle de mai-juin 1940 en France. Or, suite aux accords liés au Pacte germano-soviétique, l'Armée rouge envahit l'est de la Pologne. Paradoxalement, c'est ce qui va sauver Kurt et une grande partie de sa famille. Celles et ceux qui sont restés sur place seront massacrés. Le gouvernement de Moscou envoie les réfugiés juifs en Sibérie, puis en Asie centrale, à Fergana dans la République soviétique d'Ouzbékistan. Ils y sont relativement bien traités, même par les officiers du NKVD.

Kurt fait un apprentissage dans une fabrique de tissage. Il constate les failles du système économique soviétique: par exemple, les ouvriers volent systématiquement du tissu dans l'usine, arguant que «tout en URSS appartient au peuple»... Il acquiert la nationalité russe. Mais pour échapper au service militaire, il devient étudiant dans une école rattachée au ministère de l'Industrie lourde. En 1945, il retourne en



Le livre raconte le parcours de vie de deux juifs de Pologne et de Hongrie.

Alphil

Pologne. Il adhère à une organisation sioniste favorisant l'*aliyah* (montée en hébreu), c'est-à-dire l'émigration en Palestine. Mais celle-ci est encore sous mandat britannique, qui bloque l'immigration. L'affaire du bateau *Exodus* est resté dans toutes les mémoires... même si Kurt Rübner admet qu'elle a été exploitée par l'Agence juive pour émouvoir l'opinion mondiale. Dans ce but, il gagne l'Italie en espérant s'embarquer pour la Terre Sainte. Il prend le nom hébreu de Shlomo. L'immigration s'avérant impossible, il part pour Genève où il devient étudiant dans une école de l'ORT (Organisation Reconstruction Travail), qui vise à la réinsertion des réfugiés juifs victimes du nazisme. En 1950, il effectue un voyage en Israël, où se sont établis ses parents. Il est fasciné par le mode de vie dans les kibboutz. Néanmoins, sa vie se déroulera désormais en Suisse. Le 7 novembre 1951 a lieu son mariage religieux avec Kitty. Il est célébré par le Grand Rabbin de

Genève, le Dr Alexandre Safran, une sommité du judaïsme. Là s'arrête son récit.

## L'histoire de Kitty, dite Catherine

Kitty naît en 1932 à Budapest. Elle aussi a connu une enfance «normale» et une éducation bourgeoise où l'on parlait autant l'allemand que le hongrois. La famille pratique cependant fidèlement les rites juifs. Le récit de cette enfance, riche en anecdotes, présente un intérêt plutôt familial: maladies, jeux, excursions, leçons de piano... Elle commence par fréquenter l'école publique, jusqu'au jour où ses camarades, sortant d'un cours de religion dispensé par un curé, lui tombent dessus en vociférant: «Vous avez tué Jésus! Vous avez tué Jésus!» Elle entre alors dans une école primaire juive. La Hongrie fascisante du régent Horthy est ouvertement antisémite, mais jusqu'en 1944 rien de grave ne menace la communauté juive qui a pleine confiance en sa nationalité hongroise.

Tout bascule le 19 mars 1944, quand la Wehrmacht envahit la Hongrie, pourtant son alliée contre l'Union soviétique. Puis les ordonnances antisémites se succèdent: obligation de déposer tous ses bijoux et autres valeurs, port obligatoire de l'étoile jaune, remise de son appartement à une famille «aryenne». Les Allemands, commencent par des razzias de Juifs qu'ils fusillent le long du Danube. Puis c'est la grande tragédie: avec l'aide complaisante des Croix fléchées, les fascistes hongrois, 440'000 Juifs hongrois sont déportés vers Auschwitz entre le 14 mai et le 8 juillet. Kitty, sa sœur et ses parents échappèrent «miraculeusement» aux chambres à gaz. Cela est dû à un épisode peu connu. Reszö (Rudolf) Kasztner, sioniste et socialiste hongrois, est entré en négociations avec Adolf Eichmann. Finalement, au terme de ce marchandage, 1684 personnes pourront quitter Budapest pour la Suisse, en échange de quelque 7 millions de francs suisses.

Plus tard en Israël, Kasztner, considéré comme un traître, payera cher ce «pacte avec le diable». On lui intentera un procès, dont il ne verra pas la fin. Il sera assassiné en 1957 par un fanatique juif. Pour la famille Breszlauer, l'embarquement a lieu le 1<sup>er</sup> juillet 1944. Mais les nazis ne tiendront pas leurs promesses! Les rescapés de l'Holocauste sont détournés vers le camp de Bergen-Belsen. Même si Catherine considère ce lieu comme un «camp privilégié», car ce n'est pas un camp d'extermination systématique, la vie y est très dure. Un instant, leur groupe croira être emmené à la chambre à gaz, ce qui déclenche une terrible scène de panique et de hurlements. Mais pour une fois, il s'agit d'une vraie douche. Hélas, la sœur aînée de Kitty, Eva, meurt au camp lors d'une épidémie de rougeole. Un sentiment de culpabilité fréquent chez les survivants taraudera longtemps Catherine.

On peut regretter que l'auteure n'accorde que peu de place à l'épisode du camp. Mais, comme elle l'écrit elle-même, elle a «voulu oublier la douloureuse expérience de sa famille pendant la guerre» et n'en a pas parlé à ses enfants. Peut-être ce besoin de se libérer d'un lourd secret l'a-t-elle conduite à devenir plus tard psychanalyste. La fin de son récit raconte son accueil en Suisse, où elle débarque le 21 août 1944. Après des séjours dans trois lieux d'internement différents, elle vivra à Genève, où ses parents la rejoignent en 1946. Et en 1951 c'est son union avec Kurt... Ainsi s'achève ce double témoignage, souvent poignant, mais non dénué d'humour, et toujours vivant. ■

Pierre Jeanneret

Kurt Rübner, Catherine Rübner-Breszlauer, *Nos chemins vers la liberté. Récits de deux survivants de la Shoah*, Neuchâtel, Editions Livreo-Alphil, 2018, 230 p.

# 2000 ans d'inégalités selon Thomas Piketty

**LIVRE • Pour un «partageux» de toujours, refaire le tour de l'histoire de l'humanité avec les lunettes d'un économiste-historien s'intéressant aux inégalités, voilà un exercice passionnant.**

Il y a néanmoins un hic. Le livre est écrit en petits caractères. Il compte plus de 1200 pages et une centaine de graphiques. Autant parler d'une encyclopédie. Les muscles de mes bras se sont renforcés. Le confinement m'a paru ainsi moins long.

## Vaste panorama

L'enquête de Thomas Piketty illustre magistralement au cours des siècles, l'incapacité d'au moins 50% de la population pauvre d'avoir su défendre son légitime accès à la prospérité collective. La facilité des «élites» à justifier les inégalités qui les arrangent si bien n'a d'égal que l'attitude fragile et peureuse des pauvres. Comme des «moutons», ils ne réagissent que lorsqu'ils n'arrivent plus à se nourrir. Ce comportement d'esclaves est à désespérer. Mais il s'explique aussi par la violence avec laquelle les riches maintiennent leur suprématie

tout au long de l'histoire. Ce livre évoque les sociétés antiques, le Moyen Âge, les sociétés trifonctionnelles – celles dont l'ensemble des membres se subdivise en trois groupes: le clergé, la noblesse et le tiers état, caractérisés chacun par l'exercice d'une fonction sociale déterminée, ndlr – d'avant la Révolution française. Mais aussi les sociétés esclavagistes et coloniales, communistes et sociales-démocrates. Sans oublier l'hyper capitalisme inégalitaire issu de la révolution conservatrice des années 1980-1990. L'auteur évoque les expériences européennes, étasuniennes, indiennes, chinoises, africaines et sud-américaines.

Le saviez-vous? Les Japonais ont attaqué Pearl Harbor parce que les Etats-Unis avaient décidé de bloquer toute livraison de pétrole au Japon. Les Iraniens, les Chiliens, les Vénézuéliens, les Cubains connaissent

tous cette façon qu'ont les Américains de faire la guerre. Etranglés, les Japonais devaient casser ce blocus avant d'être à sec et paralysés.

Saviez-vous que depuis les années 1930 environ et jusqu'à la fin des années 1970, on peut considérer les USA et l'Europe (excepté le conflit 39-45) comme des pays sociaux-démocrates, même si ce sont leurs adversaires qui conduisaient ces politiques redistributives?

## Bon à savoir

Saviez-vous que pour y parvenir, les USA prélevaient des impôts allant jusqu'à 81% des hauts-revenus en moyenne entre 1932 et 1980? Ce n'est qu'après Reagan qu'ils sont retombés à 28% et que dès lors, la croissance du revenu national a été divisée par trois, et que les revenus les plus bas n'ont enregistré aucune croissance en 30 ans et en temps de paix. Que ni Clin-

ton, ni Obama n'ont corrigé cette politique sous réserve que les 28% ont évolué jusqu'à 39%. Thatcher, en Grande-Bretagne, a passé ces taux que l'on ose à peine évoquer (81%), de 75 à 40%.

Saviez-vous que le parti démocrate américain était celui qui défendait l'esclavage? A force de dénoncer les républicains qui exploitaient les ouvriers, selon eux, encore plus que les esclavagistes n'exploitaient leurs esclaves, ils se sont retrouvés dans le camp de la gauche et ont inventé le New Deal en 1932, ont proposé le premier président noir, défendent une politique sociale plus active.

Saviez-vous que sur les 15 premiers présidents des Etats-Unis, 11 étaient propriétaires d'esclaves?

## La «gauche brahmane»

Saviez-vous pourquoi ces dernières années les sociaux-démocrates ont

presque disparu après avoir conduit des politiques beaucoup moins redistributives que leurs aînés souvent minoritaires? C'est parce que, depuis les années 1990, ces partis sont devenus ceux des citoyens les plus diplômés. Ils regroupent ainsi des leaders ayant des hauts revenus qui finissent par pactiser avec les leaders de la droite qui représentent les hauts patrimoines. Les citoyens les plus modestes se tournent dès lors vers d'autres promesses. Piketty l'appelle la «gauche brahmane» complice de la droite marchande.

Saviez-vous que Le Pen, avant de former son parti, avait été élu à la chambre des députés comme poujadiste? Ce livre est riche d'analyses et de propositions. ■

Pierre Aguet  
(adapté par la rédaction)

Thomas Piketty, *Le Capital au XIX<sup>e</sup> siècle*, Points histoire, 2020

# Portraits parlés et sociaux

**PHOTOGRAPHIE** • Alliant images, pensées et révoltes intimes, bribes d'entretiens, mise en scène et arts plastiques, les photographies d'Aurore Valade offrent de captivants et palimpsestes visages sociaux de notre temps.

Sous pandémie et demi-confinée, la Française Aurore Valade imagine des processions rituelles avec des coiffes de hérons cendrés ou flamands roses entrevus en Camargue. Quotidiennement, elle les sculpte dans le papier préparé à partir de factures et documents administratifs. «Il s'agit de déambuler en oiseau migrateur pour s'ensauvager, bricoler des formes pour imaginer, habiter autrement. A l'affût, avec une patience animale et fébrile. Vouloir le corps d'un échassier migrateur, qui ne peut être confiné dans un seul territoire et en en déplaçant des confins, il ouvre de nouveaux territoires», explique l'artiste. La scène de ses déambulations se déploie aux alentours d'Arles, dans cette «ville près des marais» où elle réside. On estime que la France a perdu 50% de ses zones humides à «défendre et considérer» pendant la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle.

La démarche évoque les origines plasticiennes de la femme d'images au sein de l'École des Beaux-arts de Bordeaux fréquentée avant l'École nationale supérieure de la photographie d'Arles. La jeune étudiante s'enflamme alors pour la polyphonie, la choralité du «Théâtre des paroles» du dramaturge et écrivain haut-savoyard Valère Novarina. Un poète se livrant à une méditation spirituelle sur le mystère du dire. «Les mots sont ouverts, les sons jetés, lancés, et c'est la pensée qui revient en écho», écrit-il dans *Pendant la matière*. Ses intuitions l'introduisent à «cette multiplicité profuse de la vie avec des communautés fluides se croisant». Et l'accompagnent dans tout son travail de récits photographiques augmentés de mots et phrases disséminés dans le cadre de l'image. Ou comment capter les paroles, pensées, opinions que la personne portraiturée murmure à son oreille.

## Révoltes intimes

Née en 1981 de parents enseignants, la jeune femme construit ses instantanés à partir des récits ou témoignages de ses modèles et sujets. Ainsi d'une ancienne Brigadiste internationale à des artistes espagnoles luttant pour l'autonomie, des femmes dans des quartiers populaires ou des seniors saisis dans les limbes entre attente théâtralisée et imagerie publicitaire. Pour *Révoltes intimes* (2018), elle élabore ses mises en scènes imagées comme autant de tentatives d'occuper des espaces de résistance. Comme surgit d'un immense Atlas humaniste évolutif, «chaque être rencontrée est riche d'enseignements. La 'mise au point' se fait sur la juste distance à développer dans une relation de partages et d'échanges. Je propose un cadre de rencontres amenant l'interlocuteur.trice à le briser. Faisant surgir un palimpseste de discussions, mémoires et mondes multiples, dont j'extrait les mots et phrases présents dans les images. Les compositions jouent sur le débordement, la saturation de signes favorisant l'ouverture de l'imaginaire et son travail». Le langage stimule ainsi des



«L'œil cacophonique» d'Aurore Valade. Une série photographique réalisée avec des élèves biennois croisant l'univers dada avec celui des réseaux sociaux.

Aurore Valade

images en suspens dont il peut être la légende ou le sous-texte. Il lui arrive aussi de réaliser des séries inspirées de faits réels et tirant vers la fiction. En témoigne *L'or gris* (2012) mariant l'histoire de l'art et les codes iconiques de la publicité, pour interroger une vieillesse vue comme un âge multiple dans sa relation à l'amour, l'enfance, l'eau et la naissance.

Chez l'artiste, tout s'élabore souvent à partir d'un dialogue étendu avec les participants aux images. *Digo yo - Come decimos nosotros* (*Je dis - Comme nous disons*, 2019) est un projet photographique participatif développé avec des femmes gravitant autour d'Intermedia, association du quartier madrilène d'Usera prouvant «l'art relationnel par des projets sociaux-culturels interrogeant des communautés avec la complicité des acteurs locaux». Le but est de favoriser l'autonomie artistique de populations défavorisées en leur donnant des moyens qu'elles

peuvent reproduire et surtout l'envie. La photographe tente ainsi d'explorer les manières de se manifester, d'articuler la place de l'intime à l'espace public.

## La trace de Dada

Pour les Journées photographiques de Bienne de mai 2020 qui ont reportées, elle a invité une classe du Gymnase français de Bienne à interroger l'imagerie et la grammaire des réseaux sociaux. *L'œil cacophonique* est ainsi inspiré par le mouvement dadaïste antifasciste. De lui, elle retient outre la pacifisme, «l'art du collage montage, l'utilisation des mots absurdes, décalés, du doigt comme signalétique graphique, la danse en lisant à quatre voix en langues différentes des poèmes simultanés au Cabaret Voltaire de Zurich, l'ébranlement des fondations esthétiques du temps, traditionnelles ou d'avant-garde». A Hanovre, l'esprit dada s'in-

carne en la personne du peintre, sculpteur et poète Kurt Schwitters. Selon lui, «Dada ne peut mourir et reviendra toujours lorsqu'une société sera malade, se posant comme une sorte de médicament.»

Les images qui résultent de cette collaboration avec des élèves redonnent une plasticité aux émotions et aux revendications des élèves à travers un geste pictural et théâtral. Le titre de la série vient de *L'œil cacodylate* (1920) de Francis Picabia, peintre français proche du mouvement dada, puis surréaliste. «Il signe l'une des premières œuvres participatives en convainquant ses amis à signer autour d'un œil dessiné. J'ai fourni aux élèves des collages sur bâches conçus avec des éléments pris sur réseaux et plateformes. A la manière de Picabia, un titre était donné et les élèves pouvaient ajouter en toute liberté.» A son grand-père lui prédisant que la photographie supplanterait la peinture, Picabia rétorqua: «Tu peux photographier un paysage mais pas les idées que j'ai dans la tête.» Donner visages et expressions aux pensées, inconscients, non-dits, objets, sources et archives inanimés est singulièrement ce à quoi s'emploie Aurore Valade. L'approche tient du palimpseste et du champ de fouilles archéologiques.

## Portraits augmentés

Elle met en scène leur vie quotidienne, questionnant ainsi modes de vie, espace intime et représentations. *Ritratti Torino* (2009-10) est ainsi une série construite selon trois genres de la peinture classique: le portrait, les scènes d'intérieur et les vedute. Par un habile travail d'assemblage, la série ouvre sur une netteté de zéro à l'infini. Le travail allie le récit ethnologique et anthropologique aux objets significatifs, balises mémorielles et archives d'actualité par les titres de journaux posé au premier plan. Quant à l'identité du personnage, elle est isolée devant un rectangle blanc évoquant la toile vierge posée sur chevalet.

Chaque composition naît ainsi d'un minutieux travail de photomontage et de retouches. Mais, en dépit des interventions techniques et des redéfinitions, elles maintiennent une force réaliste et restent fidèles à la vérité du moment effectif de la prise de vue. Pour l'historien de l'art Daniel Lesmes, Aurore Valade «s'occupe de ce qui continuellement apparaît, et surtout, de ce que nous pourrions encore faire apparaître comme un avenir.» Son travail renvoie à un essai du poète et critique allemand Rainer Maria Rilke, *Notes sur la mélodie des choses* (1898). Il y engage une réflexion sur le thème du portrait dans les œuvres d'art. Dans les écrits de Rilke, la vue sur le fond est semblable à une mélodie, comme si chaque personnage faisait partie d'un chœur, la voix de chacun contribuant à créer l'harmonie de l'ensemble. ■

Bertrand Tappolet

Site: [www.aurore-valade.com](http://www.aurore-valade.com)

